

## La boîte de Pandore balkanique

### Dick Marty : « L'indépendance du Kosovo n'a pas été décidée à Pristina »

(par Silvia Cattori : <http://www.voltairenet.org/fr>)

Le Kosovo, a proclamé son indépendance de manière unilatérale le 17 février 2008. Que sera le Kosovo de demain ? En reconnaissant l'indépendance du Kosovo -qui héberge actuellement la plus grande base militaire US du monde- les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Suisse n'ont-ils pas enfreint le droit international, créé une nouvelle injustice à l'égard du peuple serbe, rallumé des feux mal éteints, préparant ainsi le terrain à de nouvelles confrontations violentes dans les Balkans ? Nous avons interrogé à ce sujet le sénateur (radical-démocratique) Dick Marty, en sa qualité de président de la Commission de politique extérieure du Conseil des États de la Confédération helvétique.

---

12 MARS 2008

**Silvia Cattori :** *La Suisse a tout de suite reconnu l'indépendance du Kosovo. Dans le cadre de la Commission de politique extérieure du Conseil des États de la Confédération helvétique dont vous assumez la présidence, vous n'étiez pas favorable à ce que la Suisse se précipite dans une reconnaissance rapide du Kosovo alors que, de son côté, la ministre suisse des Affaires étrangères, Madame Calmy-Rey, avait, dès 2006, clairement affirmé que le Kosovo avait droit à l'indépendance. Cette reconnaissance n'est-elle pas un précédent dangereux ?*

**Dick Marty :** Je n'ai jamais compris la position de Madame Calmy-Rey ! Il eut été compréhensible qu'elle se réfère à une autonomie, à une solution confédérale s'apparentant au modèle suisse. Dans le cadre de la Commission de politique extérieure, où nous avons à donner notre avis, nous avons reçu une information incomplète. Le Département des Affaires étrangères nous a présenté un dossier pratiquement vide : la version du droit international, selon le point de vue du Département, tenait sur une page et demie. C'est tout. Beaucoup de commissaires n'étaient pas bien informés. Tous les socialistes ont voté l'indépendance du Kosovo, par simple réflexe, en défense de leur Conseillère fédérale.

**Silvia Cattori :** *La précipitation de la Suisse dans ce dossier vous a donc surpris ?*

**Dick Marty :** Je ne comprends pas que le Conseil fédéral n'ait pas attendu davantage. Il y a quelque chose qui m'échappe. L'indépendance du Kosovo n'a pas été décidée à Pristina. La majorité des pays n'ont pas reconnu le Kosovo et ne le reconnaîtront pas.

**Silvia Cattori :** *En reconnaissant le Kosovo, pensez-vous que la Suisse, petit pays neutre, met le doigt dans un engrenage d'intérêts correspondant aux visées stratégiques de grandes puissances au sein de l'OTAN ?*

**Dick Marty :** Je constate que le droit international et la neutralité, c'est un peu comme le parmesan. On le met sur les pâtes selon la sauce avec laquelle les pâtes sont cuites. On sait que, avec certaines sauces, on ne met pas de parmesan. Si c'est des pâtes avec des scampis, la cuisine italienne préconise de ne pas mettre de parmesan. S'il s'agit de pâtes avec de la bolognaise, le parmesan est bienvenu. Par cette image, je veux dire que, de plus en plus, on invoque la neutralité et le droit international quand ils nous rendent service et on les oublie quand ils nous dérangent.

Le droit international me paraît tout à fait clair dans la question du Kosovo, et la neutralité aussi. La résolution 1244 du Conseil de sécurité parle, à trois endroits, de l'intégrité du territoire serbe et dit que le Kosovo est une province serbe qui sera provisoirement administrée par la communauté internationale. La Russie n'aurait jamais accepté cette résolution si elle ne parlait pas de l'intégrité du territoire de la Serbie. Cette résolution est aujourd'hui encore en vigueur parce que seul le Conseil de sécurité peut la modifier ou l'annuler.

Quand, en 1999, les armées sous commandement de l'OTAN ont bombardé la Serbie, sans avoir obtenu l'autorisation de l'ONU, la Suisse avait interdit le survol de son territoire par les avions de l'OTAN. C'étaient là des actions d'agression illégales. Mais, lors de cette guerre, même en Suisse, les médias et nombre de politiciens ont justifié ces bombardements en disant qu'il fallait liquider Milosevic.

J'ai toujours été d'avis, qu'il y avait d'autres moyens de régler cette question. Car, en bombardant la Serbie, on a bombardé des civils et fait usage de munitions qui contenaient de l'uranium appauvri. Aujourd'hui, nous en connaissons les conséquences pour la santé. J'ai parlé à des oncologues. Tous m'ont dit qu'il y a un développement anormal de tumeurs dans cette région depuis les bombardements de l'OTAN. Peu de gens osent parler de cette catastrophe. Les autorités serbes elles-mêmes n'ont pas intérêt à en parler. Cela mettrait la Serbie dans une position intenable, car cela reviendrait à devoir admettre que l'on ne peut plus consommer les produits agricoles contaminés.

Je constate que les gouvernements ne disent pas la vérité aux citoyens, que cela n'est pas digne d'une démocratie. Peut-être bien que, dans certains cas, l'OTAN peut avoir des raisons d'intervenir. Mais ce que je déplore, ce sont les mensonges, cette absence de transparence.

**Silvia Cattori** : *Dans le cas de la reconnaissance du Kosovo, il y a donc bien eu violation du droit international et de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité ?*

**Dick Marty** : Oui. En droit international, l'autodétermination des peuples est soumise à toute une série de conditions. Il faut notamment qu'il y ait un peuple reconnu en tant que tel. Ce qui n'est manifestement pas le cas du Kosovo. Les Nations Unies n'ont jamais reconnu auparavant un pays qui s'est détaché d'un autre contre le gré du pays dont il faisait partie.

D'ailleurs, en Suisse, lorsque le Jura a voulu créer un nouveau canton en se détachant du canton de Berne, il y a eu toute une série de votations. Il a fallu que les gens soient d'accord, et le Canton de Berne a dû aussi voter. Toute la Suisse a dû voter.

Les autorités serbes ont accepté de renoncer au Monténégro en 2007. Elles ont voté, au Conseil de l'Europe, pour que le Monténégro soit admis comme nouveau membre. Ce n'est donc pas vrai que les Serbes ne veulent rien lâcher ; je les ai vus, à Strasbourg, voter sans gaité de cœur, mais ils ne se sont pas opposés. Les rapports entre la Serbie et le Kosovo sont d'un autre ordre qu'avec le Monténégro qui était déjà une république auparavant.

Mais on nous dit : « Le Kosovo, c'est différent, il a été victime d'exactions de la part de la Serbie ». Je constate que le Kosovo est administré depuis dix ans par la communauté internationale et que, après ces dix années, le Kosovo a une économie inexistante, qu'il est devenu un centre de criminalité organisée, de trafic de drogue, de trafic d'armes, de trafic d'êtres humains. Je constate qu'il n'y a pas une véritable société civile qui soit à même de faire fonctionner une véritable institution démocratique, et qu'il y a diverses minorités qui vivent protégées par des soldats internationaux.

Pendant ces années où le Kosovo était sous protectorat international, des monastères et des églises orthodoxes ont été brûlés dans l'indifférence totale des médias internationaux. Depuis 1999, 250 000 Serbes ont dû quitter le Kosovo.

Je n'ai pas dit non à la reconnaissance de l'indépendance. J'ai dit : attendons de voir s'il s'agit vraiment d'un État indépendant qui est à même de protéger ses minorités. Pourquoi n'a-t-on pas attendu ? Je ne l'ai pas compris.

Quelqu'un m'a dit : « La Suisse, avec tous les problèmes qu'elle a déjà avec Bruxelles, et de fiscalité avec l'Allemagne, il ne fallait pas qu'elle contredise Bruxelles, et l'Allemagne qui a été le pays qui a poussé à l'indépendance du Kosovo ». C'est l'une des explications que l'on m'a données officiellement.

Il est clair qu'il y a, dans cette zone, une fracture entre les pays de l'OTAN et la Russie. On va créer un bastion, contre l'Iran qui n'est pas loin, mais surtout contre la Russie. Ces considérations auraient dû nous induire à plus de prudence. D'autres disent : « Il y a 10 % d'Albanais du Kosovo qui vivent en Suisse. Donc on a des intérêts particuliers ». Mais ce n'est pas un argument !

Ce qui me choque est que l'on ait cette attitude alors que la Serbie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec la Serbie de Milosevic. En janvier 2008, il y eu, en Serbie, des élections que tous les observateurs internationaux ont reconnu comme libres et démocratiques. Les Serbes ont démontré une maturité et un courage remarquables : ils ont choisi d'élire le candidat qui était pro-européen, cela malgré le fait que ce n'était pas un choix facile pour eux, après 10 ans de blocus de la part de l'Europe. Et que fait l'Europe, que fait le monde occidental ? Ils incitent le Kosovo à l'indépendance juste après ce vote, en poussant la Serbie dans le camp russe et en l'humiliant. Je trouve cela absurde.

L'Union européenne, surtout, aurait pu faire une déclaration adressée à tous les pays de la région et leur dire : on vous propose à tous un contrat d'association à l'Union européenne et le Kosovo jouira d'une ample autonomie. Le président serbe, Tadic, est venu au Conseil de l'Europe et, bien que cela était difficile pour lui, il a déclaré devant les représentants de 47 pays : « Nous sommes d'accord de reconnaître la plus ample autonomie possible au Kosovo ». On n'a pas voulu saisir cette occasion. Je ne le comprends pas.

Ce qui est inquiétant, aujourd'hui, c'est de voir que, en dépit des possibilités énormes que l'on a de s'informer - à travers Internet par exemple - jamais nous n'avons autant risqué d'être victimes d'intoxication. Sur ce qui s'est passé dans les Balkans, il y a eu une intoxication assez remarquable. On a présenté l'Armée de libération du Kosovo (UCK) comme si c'était une organisation de vierges de bienfaisance.

Silvia Cattori

Journaliste suisse